

Les adversaires du vide

Alberto Melucci

Volume 3, Number 1, Spring 1990

Mouvements sociaux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301067ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301067ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec à Montréal

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Melucci, A. (1990). Les adversaires du vide. *Nouvelles pratiques sociales*, 3(1), 29–40. <https://doi.org/10.7202/301067ar>

Article abstract

Dans cet article, l'auteur présente trois nouveaux mouvements sociaux qui ont vu le jour dans les sociétés complexes. Ces mouvements répondent à des besoins d'identification, de reconnaissance et d'appartenance, en même temps qu'ils s'attaquent à la redéfinition de la culture et des codes symboliques. L'auteur identifie d'abord le mouvement ethno-national, soit le mouvement de collectivités qui veulent jouer un rôle politique qui leur a été enlevé au cours de la formation des États-nations. Ensuite, il présente le mouvement des femmes qui réclame le droit à la différence. Enfin, il prétend que le mouvement écologique dépasse de loin la lutte contre la pollution.



Les adversaires du vide

Alberto MELUCCI
Université de Milan

Dans cet article, l'auteur présente trois nouveaux mouvements sociaux qui ont vu le jour dans les sociétés complexes. Ces mouvements répondent à des besoins d'identification, de reconnaissance et d'appartenance, en même temps qu'ils s'attaquent à la redéfinition de la culture et des codes symboliques. L'auteur identifie d'abord le mouvement ethno-national, soit le mouvement de collectivités qui veulent jouer un rôle politique qui leur a été enlevé au cours de la formation des États-nations. Ensuite, il présente le mouvement des femmes qui réclame le droit à la différence. Enfin, il prétend que le mouvement écologique dépasse de loin la lutte contre la pollution.

Dans son récent livre *Nomads of the Present* (Londres, Hutchinson Radius, 1989), Alberto Melucci discute longuement les diverses thèses sur l'action collective et présente sa problématique des mouvements sociaux, en insistant sur les processus de formation des identités individuelles et collectives. Il soutient que les sociétés contemporaines se caractérisent par la contradiction entre, d'une part, l'extension du potentiel d'autonomie des individus et la croissance de la capacité sociale d'action réflexive, et d'autre part, l'extension parallèle des mécanismes de contrôle et de régulation et des pressions à la conformité. Ainsi, les conflits se développent dans les sphères du social où cette contradiction est la plus active, et les groupes sociaux qui se mobilisent sont ceux qui subissent le plus directement ces exigences contradictoires du système.

Ces groupes deviennent des indicateurs des problèmes structurels des sociétés complexes; leur action collective publicise en quelque sorte les conflits en cours, même si cette mobilisation est limitée en un lieu et un moment particuliers. C'est ce qui distingue cette action des formes traditionnelles d'action collective. Les acteurs sociaux d'aujourd'hui ressemblent à des «nomades du présents», ce sens qu'ils indiquent le lieu du conflit du moment présent tout en révélant la logique structurelle du système et les forces du pouvoir.

Alberto Melucci applique son cadre théorique à plusieurs mouvements sociaux ainsi qu'à des expériences de la vie quotidienne: la communication, la reproduction, la médecine... D'ailleurs, son livre porte un sous-titre: *Social Movements and the Individual Need in Contemporary Society*.

Nous remercions Alberto Melucci de nous avoir aimablement permis de reproduire ici les pages où il interprète les mouvements nationaux, le mouvement des femme ainsi que la mobilisation écologique.

La traduction de l'anglais au français est de Denyse Therrien et la révision de Jean-Pierre Deslauriers. N.D.L.R.

L'APPEL DES ORIGINES

La position qu'occupaient les divers groupes sociaux dans les rapports de production à l'ère du capitalisme industriel était intimement liée à leur culture de groupe que l'on nommait sans ambages «culture de classe». Cette situation créait un paradoxe puisque les classes subordonnées jouissaient d'une certaine autonomie en ce qu'elles pouvaient développer des formes et des pratiques de communication qui différaient qualitativement de celles de la culture dominante.

En noyant ces cultures dans le grand appareil de la culture de masse, la modernisation de sociétés complexes les a influencées de manière significative. La multiplicité des contacts et la profusion des messages détruisent l'homogénéité des cultures individuelles: les médias véhiculent des modèles standardisés; la migration et le tourisme à grande échelle concourent à l'extinction de pratiques culturelles liées à des événements sociaux et régionaux spécifiques. La différenciation croissante des rôles brise l'homogénéité des différents groupes sociaux et propulse leurs membres dans des réseaux de relations atomisés et fonctionnels. Les fonctions sociales fondamentales sont ainsi prises en charge par des organisations bureaucratiques qui interviennent dans la définition et la réglementation du comportement social.

Mais ces relations très différenciées, typiques des sociétés complexes, ne peuvent offrir de lieux d'appartenance et d'identification qui pourraient répondre aux besoins des individus de réalisation de soi, de communication significative et de reconnaissance. La nature bureaucratique et impersonnelle des organisations complexes ne peut fournir les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs. En revanche, la sauvegarde ou la résurgence de liens traditionnels permet d'ouvrir de nouvelles voies d'identité et de solidarité.

L'identité ethnique représente l'une de ces voies. Le regain de l'ethnicité ne signifie pas nécessairement la remontée de la discrimination; au contraire, il représente une réponse à un besoin d'identité collective qui transcenderait le statut plus vaste du groupe et tendrait à s'amplifier, précisément là où un groupe ethnique particulier se trouve déjà solidement implanté. Parsons (1975) a proposé l'expression «dédifférenciation» pour exprimer ce besoin d'identité collective chez des groupes particuliers. Selon lui, le nombre de rôles sociaux que l'on demande à l'individu d'endosser ne cesse de croître, mais aucun ne lui offre un sentiment d'identité stable et satisfaisant. Des mécanismes de dédifférenciation apparaissent alors et procurent une identité aux personnes en recourant à des formes primaires d'appartenance. C'est ainsi que l'ethnicité renaît comme source d'identité,

car elle peut répondre à un besoin collectif d'une grande importance dans les sociétés complexes.

Les théories de «dissociation ethnique» (par exemple Lijphart, 1977) tendent à ignorer ce changement fondamental, car elles voient dans cette réactivation de l'ethnicité le retour d'un type de solidarité qui se serait «dissociée» de la solidarité de classe au moment de l'industrialisation. Si le conflit ethno-national plonge ses racines dans le passé et témoigne de la persistance de certaines questions historiques et d'anciennes formes de solidarité, il introduit également dans cet héritage des éléments de rupture associés à la transformation des sociétés complexes. D'une part, sans de telles racines, la lutte ethno-nationale perdrait ses assises sociales pour se dissiper dans des demandes symboliques. D'autre part, sans les nouveaux thèmes générés par l'émergence de nouveaux besoins collectifs, elle ne représenterait rien de plus qu'une forme de résistance archaïque, utopique et en voie de disparition (Melucci et Diani, 1982).

La question ethno-nationale doit donc être perçue comme polysémique et l'on ne saurait ramener cette pluralité de sens à une seule signification. Elle englobe l'identité ethnique, une arme capable de venger des siècles de discrimination et de combattre les nouvelles formes d'exploitation; elle représente un moyen de pression pour agir dans le domaine politique; enfin, elle répond aux besoins d'identité personnelle et collective dans les sociétés extrêmement complexes.

Toutefois, l'analyse des diverses situations historiques des États-nations soulève deux très vieux problèmes, soit les relations intergroupes dans les sociétés ségrégationnistes, et le pluralisme et les relations internationales dans les États multi-ethniques. L'État et le système international en sont les protagonistes. Ainsi passons-nous de l'analyse structurelle et synchronique de l'action collective ethno-nationale à la reconstruction diachronique et conjoncturelle de ses buts, de son développement et de ses résultats. Les mouvements ethno-nationaux comptent aussi parmi les acteurs historiques: de ce point de vue, leurs principaux champs d'action sont les États et les relations qu'ils entretiennent entre eux. Ainsi, alors que ces mouvements mettent à nu les problèmes liés à la structure des sociétés complexes, ils s'inscrivent à la fois dans le passé et dans le fonctionnement actuel des États-nations et des relations internationales.

Pour bien comprendre le sens de l'action du mouvement ethno-national, il faut éviter de fusionner l'analyse des aspects historiques et structurels. Il faut relier l'émergence de ces mouvements à la transformation des sociétés complexes; sinon, ils apparaîtront comme de simples sous-produits du processus de construction des nations ou comme des accidents

de parcours dans l'histoire des relations internationales. En revanche, en ignorant leur origine dans les «questions nationales» et dans leur conflit avec l'État, on risque de les réduire en de simples revendications culturelles pour la diversité.

De nombreux mouvements ethno-nationaux sont à l'œuvre dans les communautés culturelles afin de sauvegarder leur culture et d'en assurer la vitalité. Cette action peut être régressive et très conservatrice ou elle peut renforcer les traditions historiques au sein de sociétés en changement. La référence aux traditions culturelles est très utile pour créer de nouveaux systèmes symboliques. Les mouvements utilisent des codes et des langages du passé pour exprimer des demandes et des conflits propres aux sociétés complexes; en particulier, le besoin d'autonomie et l'autodétermination d'une identité trouve un terrain fertile dans les cultures ethniques. La lutte ethno-nationale s'attaque également à la distribution des ressources et à la promotion sociale, révélant ainsi des inégalités anciennes ou récentes, certaines cristallisées par des siècles de conflits, d'autres résultant du processus de modernisation et des changements qui s'y rattachent.

Au plan politique, les mouvements ethno-nationaux attirent l'attention sur deux problèmes qui se trouvent au cœur des sociétés complexes. D'abord, ils soulèvent la question du besoin de nouveaux droits pour les membres de la communauté, plus spécialement le droit à la différence. Ensuite, ils revendiquent le droit d'être autonomes et de contrôler un espace de vie propre (qui dans ce cas-ci renvoie également à un territoire géographique). En termes d'action politique, cela revient à se battre pour obtenir de nouveaux moyens de représentation afin que des intérêts antérieurement exclus aient accès au système politique, ainsi que pour réformer les processus de prise de décision et les règles du jeu politique. Il ne s'agit donc plus seulement de combattre l'héritage historique de l'État-nation, mais encore les appareils que l'État a radicalement transformés. Il ne faut surtout pas négliger que le besoin de réduire la complexité de systèmes très différenciés et de prévoir le changement nourrit de nouvelles politiques de rationalisation dont résulte habituellement la standardisation de la vie quotidienne. Dans certains cas, les mouvements ethno-nationaux réussissent à remettre en question la logique globale de ce développement et à se réapproprier une certaine forme de contrôle qui tient compte des besoins des individus et des groupes concernés.

Le développement rapide a accentué la différenciation et multiplié les communications, de sorte que même les régions périphériques n'ont pu se soustraire aux exigences des modèles du «centre». Les pressions sociales s'en trouvent affaiblies et les structures traditionnelles ne peuvent plus assurer la cohésion des groupes qui sont conséquemment menacés de

désintégration. Alors que les systèmes d'échange supranationaux élargissent les marchés économique et politique, apparaissent clairement la dépendance et la menace de désintégration des régions marginales en même temps que leur potentiel d'autonomie.

Les mouvements ethno-nationaux apportent une solution à ce problème. Ils se rallient à une certaine forme de nationalisme historique tout en s'en démarquant. Résultat de l'édification de la nation, ils représentent l'un des cas les plus probants de la persistance du processus d'exclusion. Sur ce point précis, les mouvements ethno-nationaux exercent une influence importante. Cependant, ils ne sont pas que le produit d'un système de relations internationales encore incapable de combler le gouffre entre les processus culturels et les processus politiques. Alors que d'autres critères d'appartenance – la classe, par exemple – s'affaiblissent ou régressent, la solidarité ethnique comble un besoin d'identité de nature éminemment symbolique. Au-delà de la condition particulière d'un groupe social, elle enracine ses demandes dans une langue, une culture et une histoire. Bien que les mouvements ethno-nationaux soient le fait d'une minorité qui lutte contre la discrimination et pour l'acquisition de droits politiques, leur aspect innovateur est avant tout de nature culturelle. Le caractère ethnique lance un défi aux sociétés complexes sur des questions aussi fondamentales que les objectifs du changement et la production d'identité et de sens. Les conflits qui touchent le «centre» des systèmes complexes se transportent en «périphérie» où ils se traduisent à travers les relations sociales et les symboles fournis par la «nation ethnique». Ainsi la différence trouve-t-elle une voix pour exprimer des problèmes qui traversent la société tout entière.

LA POSSIBLE DIFFÉRENCE

Dans les années 70, les femmes envahirent massivement la place publique à partir d'une condition qui les avait confinées à une identité domestique plutôt étroite. Elles introduisirent dans le projet politique des idées et des actions allant à l'encontre de la logique bien établie des intérêts et du calcul habituel des fins et des moyens. Cette entrée spectaculaire des femmes sur la scène politique signifia beaucoup plus que leur participation à part entière: elle représenta un vrai défi pour le système politique.

L'émergence de l'action collective des femmes résulte de l'instauration de politiques sociales qui leur ont fourni les ressources institutionnelles et la motivation nécessaire à leur participation active. La mobilisation des femmes sur la place publique influença les politiques sociales et fut en retour influencée par celles-ci. Cette interaction entraîna la redéfinition institutionnelle des enjeux et des objectifs de ces mouvements. Alors que l'on pourrait

y voir une dispersion de la force conflictuelle du mouvement féministe, il faut reconnaître qu'en réalité cela lui assura une plus grande présence culturelle dans la société tout entière.

L'itinéraire bien connu du mouvement féministe, partagé entre une certaine tendance radicale séparatiste et celle d'une conscience de soi, suscita des formes de solidarité particulières. Par exemple, la conscience de la différence, d'abord fondée sur une prise de position contre une société mâle, s'est élargie pour reconnaître la femme plurielle. La tentative commune à d'autres types d'actions collectives de créer un mythe d'origine unificateur et spécifique – l'idée d'une essence féminine – attira l'attention des femmes sur leur histoire et sur leur condition spécifique, mais ce courant s'étendit très vite aux modèles culturels qui règlent les échanges sociaux, y compris les questions de la division des rôles et de l'identité générique.

Les politiques sociales surgirent de ce processus pour produire ou accélérer une «révolution désintégrante¹». Grâce aux nouvelles politiques en matière d'éducation, de main-d'œuvre et de services sociaux, les femmes occupèrent une place plus grande dans les sphères publiques d'où elles avaient précédemment été exclues. De nouvelles ressources en rassemblement, en communication et en gestion leur furent ainsi accessibles, ce qui n'empêcha pas par ailleurs les politiques sociales de perpétuer une certaine forme de discrimination envers les femmes. Dans les écoles, sur le marché du travail et dans les services publics, les politiques sociales s'exercèrent ironiquement à promouvoir l'intégration des femmes dans la vie publique et en même temps à maintenir leur subordination. Cette situation favorisa l'émergence des conditions nécessaires à la formation et à la reconnaissance d'une action collective des femmes ainsi qu'à une mobilisation conflictuelle. La présence d'agentes politiques déjà rompues à la mobilisation grâce à leur expérience antérieure acquise dans les organisations de la *New Left*, grâce aussi aux anciennes militantes actives au sein des mouvements étudiants, pacifistes et pour la défense des droits, cette conjonction accéléra le processus de politisation des femmes. Elles y réussirent en apportant des ressources en organisation et en communication, et en approfondissant la crise du système à travers leurs propres actions, ouvrant ainsi le champ politique à des sujets qui s'en trouvaient traditionnellement exclus.

Supportée par la politique sociale, la vague de mobilisation féministe démontra à la fois des forces d'intégration et de destruction. D'une part, grâce aux avantages que leur accordait le système politique – représentation, mise en place d'agences spécifiques, reconnaissance de problèmes propres

1. L'expression est utilisée par Y. ERGAS (1986) dans son analyse de la relation mouvements et politiques sociales.

au mouvement tels que l'avortement, le divorce, les soins de santé et les politiques familiales – l'influence politique des femmes grandit. D'autre part, c'est précisément parce qu'elles obtinrent satisfaction de leurs revendications dans plusieurs secteurs que les femmes virent leurs demandes conflictuelles diluées et reléguées au second plan. La multiplication des voies d'accès, mais aussi des barrières institutionnelles, la formation de nouvelles élites par l'action et la création d'organisations prenant en charge les enjeux et les pratiques du mouvement, ces différents facteurs contribuèrent à institutionnaliser l'action. Cependant, la représentation croissante des femmes dans l'arène politique s'accompagna aussi d'une multiplication d'initiatives populaires de leur part. En effet, cette institutionnalisation n'ébranla pas vraiment le mouvement féministe comme tel; elle affecta cependant les enjeux et les exigences des femmes en matière d'égalité et de citoyenneté. Au-delà des pressions en faveur de l'émancipation, la notion de différence, exclue de ce processus, passa du domaine public au domaine privé, de la vie politique à la vie quotidienne où elle alimenta une production culturelle. Le cycle des luttes dans les années 70 imposa une distinction entre féminisme et mouvement des femmes. Le féminisme désigne dès lors cette génération de femmes qui, plus tôt au début de la décennie, investirent la scène publique et plus tard se taillèrent une place au sein de nombreuses institutions féministes (notamment dans les centres de recherche sur la condition féminine, les campagnes pour la représentation politique et les comités pour l'égalité des droits) qui naquirent de cette lutte et qui se répandirent subséquemment dans toute la société.

Comme le démontrent des études empiriques récentes, le mouvement des femmes présente un autre aspect beaucoup plus articulé mais ignoré, où la dimension culturelle prédomine sur la confrontation directe avec les institutions politiques². En terme de mobilisation, les analyses actuelles mettent d'abord l'accent sur la dimension politique mais négligent inévitablement la richesse de cette production culturelle cachée. C'est pourtant dans ces réseaux souterrains que la différence des femmes sert comme base à l'élaboration de codes symboliques alternatifs et en opposition aux codes culturels et politiques dominants.

C'est important de souligner le rôle ambigu des politiques sociales ainsi que la persistance de l'action collective des femmes dans leur quotidien, et ce, malgré l'effondrement de la mobilisation des femmes sur la place publique. La fin de la mobilisation déclencha au moins trois processus différents. Premièrement, les questions féministes prirent place sur le champ politique et dans l'opinion publique en général. Deuxièmement, des

2. Voir tout particulièrement BIANCHI et MORMINO (1984) ainsi que CALABRO et GRASSO (1985).

institutions féministes se développèrent et se formèrent de nouvelles élites qui réaffirmèrent sur la place publique l'importance des enjeux féministes. Enfin, une «culture de femmes» vit le jour qui fut absorbée et imprégnée par la vie quotidienne; cette culture soutint et nourrit la mobilisation des femmes. La lutte s'est cependant éloignée de la sphère politique comme telle; le mouvement féministe y intervient à l'occasion pour débattre d'enjeux particuliers tout en travaillant plutôt en priorité au niveau des codes symboliques. De ce point de vue, le mouvement des femmes présente des définitions différentes de l'altérité et de la communication, et transmet au reste de la société le message d'une possible différence.

VIVRE AVEC SA PLANÈTE

À l'époque des sociétés complexes, les questions écologiques sont constamment au centre de l'attention des médias, des conversations quotidiennes et des milieux politiques locaux, nationaux ou internationaux.

Pourquoi accorde-t-on une telle importance aux enjeux écologiques? La réponse ne réside pas uniquement dans l'augmentation de la pollution ni dans la dégradation toujours plus grande de l'environnement. La vraie raison, c'est que nous commençons à percevoir la réalité différemment: notre définition des besoins individuels et collectifs est en train de changer. Le problème écologique reflète et exprime un changement profond dans nos modèles culturels et dans nos relations sociales. Ignorer ce changement qualitatif, c'est non seulement fausser les questions et les réponses relatives au problème écologique, c'est aussi les rejeter. Aborder ces problèmes comme si la société dans laquelle nous vivons et la culture qui alimente nos relations sociales demeureraient inchangées; comme si nous vivions toujours l'âge d'or de l'industrialisation tout en étant témoins du viol de la nature; comme si le ressort principal de notre action provenait toujours du besoin de possession qui a formé la base de l'organisation sociale et du mode de production industriels; prétendre tout cela reviendrait à fermer les yeux sur ce qui se passe autour de nous. L'inquiétude entourant la question écologique est le symptôme de changements qui vont bien au-delà des simples problèmes de l'environnement.

En premier lieu, les discussions autour de l'écologie révèlent un problème systémique. Elles soulignent l'interdépendance universelle des sociétés complexes. Il semble désormais impossible de traiter des problèmes particuliers sans tenir compte des réseaux qui les relient entre eux. L'interdépendance planétaire du monde contemporain déplace les frontières de la connaissance et de l'action. La causalité linéaire tire à sa fin, les explications unicauses et les «déterminations de dernière instance» ont fait

leur temps. Nous vivons dans des systèmes où la circularité des causes exige que l'on renouvelle nos modèles cognitifs et nos aspirations.

En second lieu, le débat écologique met en lumière la dimension culturelle de l'expérience humaine. Nous émergeons d'un modèle de société où l'on croyait que l'économie réglerait tous les aspects de la vie sociale. Nous vivons présentement une période de transition où la politique, les décisions et les échanges semblent devenir fondamentaux. Toutefois, le problème écologique démontre que la base de la survie ne dépend plus du système des moyens (rationalité des objectifs et calculs de stratégie politique), mais plutôt des fins; ici, on entend par fins les modèles culturels qui guident l'action et structurent la vie quotidienne ainsi que les modes de production, d'échange et de consommation. La culture peut donner du sens aux choses et aux relations, elle peut «créer» un environnement humain, et elle apparaît comme l'horizon ultime, indépassable, sur le fond duquel peuvent se mesurer les exigences du destin de l'humanité. Il est dorénavant impossible d'imaginer l'avenir sans tenir compte de l'intervention «culturelle» sans précédent – sur les relations sociales, les systèmes symboliques et la circulation de l'information – des nouvelles technologies (telles que l'électronique, la biotechnologie, les technologies de communication et l'intelligence artificielle) sur l'environnement «matériel». Les craintes qui semblent animer les personnes chargées de prendre des décisions dans les systèmes complexes d'aujourd'hui s'expriment en termes techniques (manque de ressources, coûts élevés des politiques environnementales, etc.), ce qui traduit le risque que nous fait courir une vision étroite et à courte vue. Aujourd'hui, pour changer les choses, il faut travailler sur les codes symboliques; l'«effet matériel» repose sur les modèles culturels qui structurent jour après jour les relations sociales, les systèmes politiques et les modes de production et de consommation.

La question écologique comprend un troisième volet: les problèmes écologiques n'affectent pas seulement les individus en tant que membres d'un groupe, d'une classe ou d'une nation; ils touchent également les *individus comme tels*. Seul un nouvel équilibre entre les individus et la nature peut assurer la survie de l'espèce, et c'est le problème qui touche aujourd'hui la vie de tous et chacun. Ainsi ne peut-on pas isoler le changement social de l'action individuelle; s'engager personnellement et directement constitue dorénavant une condition et une ressource nécessaire à toute intervention de nature systémique.

Enfin, la question écologique démontre que le conflit représente une dimension «physiologique» des systèmes complexes. La différenciation des intérêts et des positions sociales, l'incertitude de l'action humaine sur son environnement et sur la société elle-même débouchent inévitablement sur

toute une série de conflits. La culture industrielle concevait les conflits comme le résultat inévitable de l'exploitation ou encore comme une pathologie liée à des dysfonctions de l'ordre social. Admettre que l'on ne peut pas échapper aux conflits et qu'on ne peut que les endiguer signifie que l'on doit redéfinir les critères de la coexistence. Seul un effort qui rendra transparentes et négociables les différences, les possibilités et les contraintes de la vie commune permettra de fonder une nouvelle solidarité, tant au plan des micro-relations qu'à celui des macro-systèmes.

Regardons maintenant de plus près la mobilisation écologique et les mouvements qui s'y rattachent. Le succès récent électoral des Partis verts est fonction du système électoral dans les divers pays. (Et ici, ceux qui étudient le scrutin pourraient nous fournir des explications.) Mais il est indéniable que ces succès électoraux ne peuvent être vraiment compris sans se référer aux vastes réseaux écologiques dont les formes d'organisation, les orientations culturelles et l'évolution historique font depuis peu l'objet d'études³. La recherche empirique démontre que ces réseaux ne forment pas une organisation unifiée, mais qu'ils contiennent une multiplicité d'acteurs. La variété de motifs, d'intérêts et d'objectifs converge vers le souci de préserver l'environnement et de promouvoir une meilleure qualité de vie. Il y a des formes de mobilisation et de protestation qui reflètent les intérêts locaux des communautés menacées par une expansion préjudiciable à l'environnement. Il y a des associations volontaires qui œuvrent également comme groupe de pression au niveau national, et que les succès électoraux du Parti vert ont encouragées à mettre sur pied un lobby environnementaliste. On retrouve aussi dans le secteur de l'écologie des élites montantes qui appuient les habiletés techniques et culturelles innovatrices, et ce faisant acquièrent à leur tour une place de choix sur le marché, dans les médias ou dans le système politique. Enfin, il y a un environnementalisme moléculaire qui s'exprime par des micro-réseaux de solidarité qui transforment le style de vie personnel et expérimentent d'autres pratiques.

Diverses études démontrent que l'on peut départager les acteurs de la mobilisation écologique en trois catégories sociales. La documentation sur les «nouveaux mouvements» les a maintes fois décrits comme la «nouvelle classe moyenne», des «marginiaux à l'aise» et l'«ancienne classe moyenne»⁴. Au-delà de ces caractéristiques, on peut généralement distinguer deux types d'actions et d'acteurs participant à la mobilisation écologique. Cette mobilisation prend tour à tour des formes conflictuelles et défensives, correspondant à deux manières différentes de faire face aux changements systémiques

3. Voir tout particulièrement BIORCO et LODI (1987) ainsi que DIANI (1987).

4. Voir le chapitre 2 du présent ouvrage, «Sociétés complexes et vie quotidienne».

posés par les enjeux écologiques. Les acteurs exposés au processus central du changement écologique institutionnel, et qui dès lors en utilisent les ressources et en vivent les contradictions, seront plus enclins à adopter une approche «progressiste» ou conflictuelle. Par ailleurs, ceux qui doivent subir tout le poids du changement tout en ne disposant que de faibles moyens y voient une menace et adoptent une position «régressive». L'approche conflictuelle est souvent à l'avant-plan de la mobilisation publique; la forme défensive profite de ce sillage pour sa propre action défensive et tend à se retirer plus rapidement de la participation politique.

Dans certains pays, dont l'Italie et la République fédérale allemande, le risque spécifique de l'action écologique est le recyclage de politiques désuètes et d'anciennes élites dans les nouveaux enjeux environnementaux. Ce danger est renforcé par la compétition déclenchée dans le système politique au moment où les politiciens traditionnels comprennent quel capital électoral ils pourraient en retirer s'ils épousaient la cause écologique. Une élite possédant des aptitudes et de l'expérience politique acquises lors d'engagements précédents serait probablement plus apte à mener la lutte électorale que les militants recrutés directement lors de mobilisations autour d'un problème particulier. Mais cette élite pourrait tout aussi bien couper l'action institutionnelle des réseaux populaires, privant alors la mobilisation de son terreau culturel.

Bibliographie

- BIANCHI, M. et M. MORMINO (1984). «Militanti di sé stesse», dans MELUCCI, A. (édit.), *Altri Codici*, Bologne, Il Mulino.
- BIORCIO, R. et G. LODI (1983). *La Sfida Verde*, Padova, Liviana.
- CALABRO, A. R. et L. GRASSO (1985). *Dal Movimento Femminista al Femmismo Diffuso*, Milan, Angeli.
- DIANI, M. (1987). *Le Mobilizzazioni Ecologiste tra Lobby e Movimento Sociale*, thèse de doctorat, Université de Turin.
- ERGAS, Y. (1986). *Nelle Maglie della Politica*, Milan, Angeli.
- LJPHART, A. (1977). «Political theories and the explanation of ethnic conflict in the western world», dans ESMAN, M. J. (édit.), *Ethnic Conflict in the Western World*, Ithaca, Cornell University Press.
- MELUCCI, A. et M. DIANI (1983). *Nazioni Senza Stato, I Movimenti Etnico-Nazionali nelle Occidentali Contemporanee*, Torino, Loescher.
- PARSONS, T. (1975). «Some theoretical considerations on the Nature and Trends of Change of Ethnicity», dans GLAZER, N. et P. MOYINAN (édit.), *Ethnicity, Theory and Experience*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.